

ACTION URGENTE

ÉQUATEUR. UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS HARCELÉE

La défenseure des droits humains Paulina Muñoz Samaniego est victime d'une campagne d'intimidation qui, selon elle, est liée à son travail pour Ecuador Decide, une plateforme composée d'organisations de la société civile qui s'opposent à l'accord de libre échange entre l'Équateur et l'Union européenne. Cette femme et d'autres membres d'Ecuador Decide pourraient être en danger.

Depuis octobre 2014, **Paulina Muñoz Samaniego** subit un harcèlement lié à son travail pour Ecuador Decide, qui fait campagne contre l'accord de libre échange entre l'Équateur et l'Union européenne (UE) au motif qu'il compromettrait les droits à l'alimentation, à l'eau, à la santé et à l'éducation ainsi que les droits professionnels des plus fragiles. Elle est rentrée récemment en Équateur après avoir passé trois mois à l'étranger parce qu'elle craignait pour sa sécurité. En effet, elle avait reçu une série de menaces anonymes.

Le 25 juin, alors qu'elle se rendait à pied au travail, Paulina Muñoz Samaniego a croisé une femme en voiture qui a klaxonné et l'a interpellée en criant. Au même moment, un homme s'est approché d'elle par derrière et a lancé un bouquet de fleurs avec un mot lui souhaitant la bienvenue dans son pays. Le parquet de Quito a refusé de recevoir sa plainte le 29 juillet au motif que cet incident n'était pas constitutif d'un harcèlement. Toutefois, sa plainte a finalement été acceptée le lendemain. Depuis lors, aucun membre du parquet ne l'a contactée au sujet de sa plainte ni pour lui proposer une protection.

La première menace anonyme visant Paulina Muñoz a été envoyée à son domicile en octobre 2014. Une lettre contenait l'avertissement suivant : « Vous êtes observée, suivie de près, ils vous ont fait des propositions intéressantes mais vous n'avez pas cédé, vous êtes sur la liste des personnes qui n'acceptent pas les pots-de-vin. Faites attention, ils vont vous impliquer dans ce à quoi vous vous attendez le moins, mais ça suffira à vous condamner ou à vous faire raccrocher. »

En février 2015, après avoir participé à une manifestation en tant que porte-parole d'Ecuador Decide, elle a reçu un message anonyme y faisant référence : « Il vous reste une chance, faites-nous signe, vous savez à qui vous adresser, mettez en ordre votre vie, vos finances... Ne vous exposez pas. » Depuis novembre 2014, la page Facebook et la boîte électronique d'Ecuador Decide ont été piratées à plusieurs reprises.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- faites part de votre inquiétude quant à la sécurité de Paulina Muñoz Samaniego et exhortez les autorités à lui fournir une protection, dans le strict respect de ses souhaits ;
- demandez-leur de diligenter une enquête approfondie et impartiale sur la plainte déposée par cette femme et de déférer à la justice les responsables présumés des agissements qu'elle dénonce ;
- rappelez-leur que les États sont tenus de protéger les défenseurs des droits humains et de créer les conditions leur permettant de mener leurs activités légitimes sans restrictions injustes ni crainte de représailles, conformément à la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 22 SEPTEMBRE 2015 À :

Procureur de la province de Pichincha
Fiscalía Provincial de Pichincha
Roca 936 y Juan León Mera
Conmutador principal
Quito, Équateur
Formule d'appel : Estimado Fiscal Provincial de Pichincha, / Monsieur le Procureur,

Ministre de la Justice
Dra. Ledy Zúñiga Rocha
Ministra de Justicia, Derechos Humanos y Cultos
Av. Colón entre Diego de Almagro
Reina Victoria. Edif Torres de Almagro.
Quito, Équateur
Courriel : comunicacion@minjusticia.gob.ec
Formule d'appel : Señora Ministra, / Madame la Ministre,

Copies à :
INREDH
Avenida 10 de Agosto N34-80 y Rumipamba. Piso 1
(Frente a la parada El Florón, del Trolebus)
Quito, Équateur

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Équateur dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name Address 1 Address 2 Address 3 fax Fax number courriel Email address formule d'appel Salutation
Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ÉQUATEUR. UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS HARCELÉE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 2 août, différents mouvements et groupes à vocation sociale ont commencé à défiler ensemble pour protester contre plusieurs initiatives gouvernementales, notamment l'accord de libre échange avec l'UE. Ils devraient atteindre Quito aux alentours du 13 août. Des membres d'Ecuador Decide participent à la manifestation.

Ecuador Decide a été créé en 2004 en réaction aux négociations concernant un accord de libre échange entre l'Équateur et les États-Unis. Depuis, cette organisation continue de faire campagne contre les accords de libre échange. Elle est opposée à la mise en œuvre de l'accord de libre échange entre l'Équateur et l'UE, qui a été signé en décembre 2014 à la suite des négociations ayant abouti en juillet 2014. Elle estime que cet accord aura des répercussions négatives sur les petits producteurs ainsi que sur les droits à l'alimentation, à l'eau, à la santé et à l'éducation et sur les droits professionnels des plus fragiles.

Avant d'être appliqué, l'accord doit être ratifié par l'Assemblée nationale, ce qui pourrait avoir lieu sous peu. Ecuador Decide s'oppose à cette ratification.

Paulina Muñoz Samaniego a été la porte-parole d'Ecuador Decide depuis la création de l'organisation jusqu'à récemment. Les fonctions de porte-parole sont désormais assurées par un groupe de coordination composé de plusieurs organisations, notamment le Réseau international des fonctionnaires (ISP), l'ordre des médecins de la province de Pichincha, la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE), la Plateforme nationale des femmes, le Syndicat national des éducateurs, le Mouvement environnemental et l'Assemblée des peuples du Sud.

Nom : Paulina Muñoz Samaniego
Femme

AU 178/15, AMR 28/2255/2015, 11 août 2015